Les « touristes » des pays de l'Est sous surveillance en Languedoc-Roussillon ?

13/04/2014 à 20h24

Dans un mail, le SRPJ de Montpellier demande aux professionnels de la restauration et de l'hôtellerie du Languedoc-Roussillon de "signaler l'arrivée d'individus originaires d'Europe de l'Est, en groupe ou en famille". Les policiers se défendent de toute discrimination. Mais la profession s'insurge.

(…) France 3 Languedoc Roussillon

Émotion chez les professionnels de l'hôtellerie et de la restauration du Languedoc-Roussillon. Il y a un mois, tous ont reçu un mail du Service régional de la police judiciaire (SRPJ) de Montpellier leur demandant de garder un oeil sur toutes les personnes issues des pays de l'Est passant dans leur établissement et qui pourraient avoir un comportement suspect.

Dans ce document intitulé «Anticiper les faits de délinquance organisée», la police appelle les hôteliers à lui «signaler l'arrivée dans (vos) établissements d'individus originaires d'Europe de l'Est, en groupe ou en famille», avec si possible le numéro de leurs plaques d'immatriculation, selon France 3 Languedoc-Roussillon qui s'est procurée le texte.

Un procédé qui a mis mal à l'aise les hôteliers, qui y voient une forme de délation. Jacques Mestre, le président régional de l'UMIH (Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie), pointe du doigt le risque de «discrimination» et de «délit de faciès». […]

Du côté de la police, on dément toute forme de discrimination. «Nous disposons de mails d'hôtels de Montpellier pour diffuser les signalements de personnes suspectes ou recherchées. Ça

fait partie de notre travail d'enquête et ça nous a déjà permis d'interpeller de dangereux malfaiteurs», se défend le SRPJ de Montpellier dans le Midi Libre . Dans le cas présent, **la police entend lutter contre la «recrudescence» à Montpellier «de la prostitution organisée par des proxénètes venus de certains pays d'Europe de l'Est, Bulgarie ou Roumanie notamment».** Ces réseaux amènent les filles pendant une semaine dans un hôtel, «où elles sont livrées aux clients, avant de les changer de ville. C'est un phénomène de criminalité organisée, contre lequel nous devons lutter», insiste le SRPJ, pour qui les hôteliers savent repérer ce type de clientèle. […]
Le Figaro